

<https://www.francetransactions.com/actus/immobilier/marche-immo/les-senateurs-lr-veulent-supprimer-l-ifi-et-la-reforme-de-la-taxe-d-habitation.html>



Les sénateurs LR veulent supprimer l'IFI et la réforme de la taxe d'habitation

- ð Actualités - à Actualités Immobilier - â Actualités de l'immobilier -



Publication date: mercredi 15 novembre 2017

Copyright © Guide épargne et placements pour 2021 - Tous droits réservés

Les sénateurs LR veulent supprimer l'IFI et la réforme de la taxe d'habitation

"Contrairement à l'an dernier, nous ne rejetterons pas en bloc le budget", a déclaré devant la presse le rapporteur général du budget Albin de Montgolfier. "Nous voterons sa première partie parce que nous allons faire des propositions constructives et que nous voulons aussi débattre de la seconde pour proposer des économies de dépenses".

Il a aussi estimé que "l'effort d'économies est reporté en fin de quinquennat" et que "l'effort structurel est insuffisant".

Selon lui, il convient d'encourager la propriété et ainsi supprimer l'IFI. "L'investissement immobilier constitue un investissement productif avec des effets d'entraînement importants sur la croissance et l'emploi", a-t-il dit. "Si les investisseurs se détournent de l'immobilier, cela peut aller vers une grave crise du logement", a-t-il averti.

De même, son groupe veut supprimer la réforme de la taxe d'habitation qui doit en dispenser 80% des ménages. "Cette réforme qui n'est pas aboutie accroît les inégalités entre collectivités", a-t-il dit, annonçant : "Nous sommes en mesure de faire des propositions alternatives à cette taxe pour le PLF 2019, pour que la taxe d'habitation soit supprimée pour tous les Français".

Le rapporteur a aussi reproché au projet de loi de finances de stigmatiser certaines catégories de Français, comme les retraités, les classes moyennes et supérieures ou les familles. Pour ces dernières, il proposera d'augmenter le plafond familial.

Enfin, selon lui, le déficit budgétaire de l'État continuera de se creuser en 2018, de 6,4 milliards d'euros, et seulement 324 postes sur 2 millions seront supprimés dans la fonction publique d'État.

Le président de la commission des Affaires sociales Alain Milon a pour sa part qualifié le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) de "budget où l'universalité et la parité sont battues en brèche".

Il a aussi affirmé son opposition à la hausse de la CSG pour les retraités, rejetée mardi par le Sénat en séance.

De son côté le président du groupe Bruno Retailleau a affirmé qu'"il n'y a pas de vraies réformes" dans ces deux textes.

Le PLFSS est examiné au Sénat jusqu'à vendredi en séance. Le PLF le sera du 23 novembre au 12 décembre.

PS:immobilier